

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 4 au 31 juillet 2026

Sommaire

Fait marquant

- Andy Burnham devient Premier Ministre et supprime le DSIT dans sa nouvelle organisation gouvernementale

Economie numérique et régulation

- L'Ofcom ouvre une enquête visant de possibles manquements de TikTok aux règles de protection des mineurs en ligne
- Le gouvernement annonce la mise en place d'un couvre-feu numérique et la désactivation par défaut des fonctionnalités addictives pour les 16-17 ans
- Le Royaume-Uni place Microsoft, Google, Amazon et Oracle sous surveillance réglementaire pour protéger la stabilité financière

Télécommunications et réseaux

- Xavier Niel devient le premier actionnaire de Vodafone

Données et intelligence artificielle

- Investissement record dans l'intelligence artificielle (IA) : les startups britanniques connaissent leur meilleur premier semestre depuis 2022
- Le Trésor publie un plan pour accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers
- L'Écosse pourrait geler ses projets de *datacenters* et créer un obstacle à la stratégie IA britannique

Cybersécurité

- Cyberattaques russes : Londres et Bruxelles durcissent la riposte
- Plus de 60 entreprises et fournisseurs stratégiques du gouvernement s'engagent à renforcer leurs défenses face aux cybermenaces croissantes

Spatial

- Le gouvernement britannique annonce un financement de 62 M£ dans l'industrie spatiale

Nouvelles technologies

- Quantinuum, Rolls-Royce, l'Université d'Édimbourg et Riverlane signent un accord pour explorer l'usage du quantique au service de l'industrie

Ecosystème tech

- La *British Business Bank* (BBB) accélère ses investissements directs, franchissant le seuil des 600 M£
- Humanoid lève 114 M£ et devient la première licorne européenne de robotique humanoïde
- Revolut devient la première *fintech* à obtenir une licence bancaire en Australie
- Le *Cabinet Office* et Airbnb s'associent pour lutter contre la fraude au logement social

Fait marquant : Andy Burnham devient Premier Ministre et supprime le DSIT dans sa nouvelle organisation gouvernementale

Andy Burnham est entré en fonctions comme Premier Ministre du Royaume-Uni le lundi 20 juillet 2026 et a annoncé sa [nouvelle architecture gouvernementale](#).

Parmi les évolutions les plus importantes, le *Department for Science, Innovation and Technology* (DSIT), qui jouait un rôle de coordination essentielle sur les sujets tech, [est supprimé](#) et retourne en grande partie au sein du *Department for Business and Trade* (DBT), renommé et élargi en un grand *Department for Business, Innovation, Science and Trade* (BIST). Il s'agit donc d'un retour à une architecture pré-2023, où la tech redevient un sous-ensemble du portefeuille commerce/industrie plutôt qu'un département dédié. La direction de ce ministère aux compétences élargies est confiée à Jonathan Reynolds (qui dirigeait déjà le DBT de juillet 2024 à septembre 2025).

Les compétences non directement liées à l'industrie – notamment les politiques relatives au numérique, aux télécommunications, aux médias et à la régulation en ligne – seront transférées au *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS), à l'exemple du *Government Digital Service* (GDS).

La disparition d'un ministère à part entière en charge des sciences, de l'innovation et de la technologie a suscité une réaction négative quasi unanime de l'écosystème tech britannique. Dans une prise de position commune, techUK, la *Startup Coalition* et le *UK Tech Cluster Group* ont dénoncé une décision susceptible d'affaiblir la visibilité de la politique technologique britannique. Matt Clifford, ancien conseiller de Keir Starmer et de Rishi Sunak sur l'IA, a lui aussi qualifié cette réforme de « grosse erreur » dans ses prises de position publiques. Les critiques portent notamment sur l'avenir du *Sovereign AI Fund*, des composantes du *Government Digital Service* (GDS) et d'*UK Research and Innovation* (UKRI), ainsi que sur la disparition d'un interlocuteur ministériel unique pour le secteur.

En revanche, Tom Adeyoola, président exécutif d'*Innovate UK* (l'agence nationale d'innovation britannique) a [accueilli très favorablement l'annonce](#) du rattachement du département de la tech

au sein de celui en charge des entreprises, y voyant une opportunité d'accélérer la commercialisation des solutions innovantes.

Pour compenser l'effet politique de la disparition du DSIT, Kanishka Narayan, jusqu'ici sous-secrétaire au DSIT pour l'IA, s'est vu confier le poste de « ministre de l'IA » rattaché conjointement au *Cabinet Office* et au BIST. Narayan devrait ainsi être l'incarnation de l'ambition britannique pour l'IA au niveau politique, en tant que premier ministre de l'IA de l'histoire du pays à participer aux réunions du Cabinet. La stratégie d'adoption de l'IA par le secteur public et la gestion de l'*AI Security Institute* sont désormais explicitement cités comme étant rattachés au *Cabinet Office* et une [nouvelle AI Taskforce](#) a été créée au sein de l'*Office for the Prime Minister and the Cabinet* (OPMC). Elle sera présidée par [Lord Patrick Vallance](#), ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement et ministre d'Etat au sein du DSIT dans le gouvernement de Keir Starmer.

Economie numérique et régulation

L'Ofcom ouvre une enquête visant de possibles manquements de TikTok aux règles de protection des mineurs en ligne

Le régulateur britannique des médias et des télécommunications, l'Ofcom, a [annoncé](#) jeudi 16 juillet **l'ouverture d'une enquête visant TikTok** afin de déterminer si la plateforme a bien respecté ses obligations légales de protection des enfants contre les contenus nuisibles.

TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance, faisait déjà l'objet de **sanctions croissantes au Royaume-Uni** : l'Ofcom lui avait infligé une amende de près de 2 M£ il y a deux ans pour manquement à ses obligations de transmission d'informations sur le contrôle parental. Par ailleurs, l'ICO (régulateur britannique de la protection des données) lui avait imposé une amende de 12,7 M£ l'année précédente pour utilisation illégale de données personnelles d'enfants.

L'Ofcom précise que l'ouverture d'une enquête ne préjuge pas d'un manquement avéré, mais rappelle qu'elle est habilitée à infliger des amendes pouvant atteindre **10 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise**. Cette procédure s'inscrit dans le cadre de l' [Online Safety Act](#), durci l'an dernier pour protéger les mineurs contre les contenus liés au suicide, à l'automutilation, aux troubles alimentaires et à la pornographie.

Le gouvernement annonce la mise en place d'un couvre-feu numérique et la désactivation par défaut des fonctionnalités addictives pour les 16-17 ans

Le gouvernement britannique a [annoncé](#) le 15 juillet de nouvelles mesures pour protéger les 16-17 ans en ligne : un couvre-feu nocturne activé par défaut de minuit à 6h sur les réseaux sociaux, ainsi que la désactivation par défaut des fonctionnalités les plus addictives (lecture automatique des vidéos et fils personnalisés à défilement infini). Les adolescents pourront toutefois désactiver ces réglages s'ils le souhaitent.

Ces mesures s'inscrivent **dans le prolongement de l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans**, annoncée en juin par l'ex-Premier ministre Keir Starmer, et visent à éviter un « effet falaise » entre l'absence totale d'accès avant 16 ans et un accès sans restriction ensuite. Elles

s'appuient sur un **pilote gouvernemental mené auprès de plus de 300 adolescents et parents**, qui a montré une amélioration du sommeil et de la concentration liée au couvre-feu nocturne.

Un premier texte réglementaire devrait être déposé au Parlement d'ici la fin de l'année, pour une entrée en vigueur prévue au printemps 2027, sous réserve de la poursuite de cette mesure par le gouvernement d'Andy Burnham.

Les réactions à ces annonces ont été partagées : la NSPCC (*National Society for the Prevention of Cruelty to Children*) a [salué l'initiative tout en appelant à des mesures plus contraignantes](#) à l'issue de la consultation, tandis que certaines voix critiques jugent qu'un couvre-feu simplement désactivable « ne suffira pas » à changer les comportements.

Le Royaume-Uni place Microsoft, Google, Amazon et Oracle sous surveillance réglementaire pour protéger la stabilité financière

Le Royaume-Uni a désigné, le 10 juillet, quatre fournisseurs cloud, Microsoft, Google Cloud, Amazon Web Services et Oracle, comme « tiers critiques » (*critical third parties - CTP*) pour le secteur financier britannique. Cette désignation, effective au 13 juillet, les place sous **supervision directe** de la Banque d'Angleterre, de la *Prudential Regulation Authority* et de la *Financial Conduct Authority* (FCA).

L'objectif affiché est de renforcer la résilience des acteurs financiers face au **risque de dépendance croissante aux services cloud** : une panne ou une cyberattaque touchant un fournisseur majeur pourrait affecter simultanément de nombreuses banques, assureurs et infrastructures de marché. Les quatre entreprises devront désormais **se soumettre à des tests de résilience, réaliser des auto-évaluations régulières et signaler tout incident majeur**.

Par ailleurs, les régulateurs britanniques ont signé en janvier un protocole d'accord avec les autorités de supervision européennes afin de mettre en place un cadre de coopération pour la supervision des prestataires tiers critiques pour les risques numériques dans les services financiers.

Télécommunications et réseaux

Xavier Niel devient le premier actionnaire de Vodafone

Le groupe émirati e& a cédé le 10 juillet l'intégralité de sa participation de 16,2 % dans Vodafone à la holding familiale de Xavier Niel pour environ 4,4 Md£. Cette opération fait de Xavier Niel le premier actionnaire de l'opérateur britannique, sans intention affichée de prise de contrôle. Le titre Vodafone a bondi de plus de 11 % à l'annonce. L'opération reste soumise aux autorisations réglementaires usuelles, notamment le filtrage des investissements étrangers. Le secteur des telecoms fait en effet partie des **secteurs stratégiques** entrant dans le champ d'application du *National Security and Investment Act* (NSIA).

Données et intelligence artificielle

Investissement record dans l'intelligence artificielle (IA) : les startups britanniques connaissent leur meilleur premier semestre depuis 2022

Les startups et scale-ups britanniques ont levé 17 Md\$ (12,7 Md£) en capital-risque au premier semestre 2026, soit le meilleur début d'année depuis 2022 et une hausse de 102 % par rapport au premier semestre 2025, selon une [analyse](#) de *HSBC Innovation Banking UK* et Dealroom. Le Royaume-Uni a **capté 39 % de l'ensemble du capital-risque européen sur la période**, levant davantage que les trois marchés européens suivants réunis.

L'intelligence artificielle a été le principal moteur de cette dynamique : les startups d'IA ont levé un montant record de **12,6 Md\$ (9,4 Md£)**, soit près des trois quarts de l'ensemble du capital-risque investi au Royaume-Uni. Il s'agit d'un niveau plus de quatre fois supérieur à celui du premier semestre 2025. Ce total dépasse à lui seul tous les records annuels précédents pour le secteur IA, et les startups IA ont représenté 19 des 28 levées de fonds britanniques dépassant 100 M\$, dont les quatre seules opérations supérieures à 1 Md\$.

Les **logiciels d'entreprise** ont capté la plus grande part de ces investissements IA, suivis par la santé numérique, les infrastructures d'hébergement et la robotique.

Le Trésor publie un plan pour accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers

HM Treasury a publié un plan destiné à accélérer le déploiement de l'intelligence artificielle dans les services financiers. Le *Financial Services AI Adoption Plan* est articulé autour de cinq priorités :

- i. clarification du cadre réglementaire
- ii. encadrement du conseil financier généré par IA
- iii. renforcement de la résilience
- iv. montée en compétences
- v. préparation des paiements agentiques

L'objectif affiché est de **faire basculer l'IA de la phase d'expérimentation à un déploiement à grande échelle**, dans un secteur où son usage progresse déjà dans le service client, les opérations, la gestion des risques et la lutte contre la fraude. La clarté réglementaire arrive en tête des priorités : la *Financial Conduct Authority* (FCA) est chargée d'examiner l'impact des conseils et orientations issus de modèles d'IA généralistes, afin de mieux délimiter la frontière entre services régulés et non régulés. Un volet compétences prévoit par ailleurs un plan sectoriel dédié au renforcement des talents et de l'expertise.

En arrière-plan, *HM Treasury* présente aussi la mise en place d'un cadre de confiance pour les **paiements agentiques** comme un **chantier prioritaire**. Ce plan a été annoncé dans le cadre du discours dit *Mansion House* de la précédente chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves et sa mise en œuvre dépendra des orientations du nouveau gouvernement d'Andy Burnham.

L'Écosse pourrait geler ses projets de datacenters et créer un obstacle à la stratégie IA britannique

Le gouvernement écossais doit se prononcer sur une motion adoptée dimanche 5 juillet par le conseil national du *Scottish National party* (SNP), appelant à un moratoire général sur la construction de nouveaux *datacenters* en Écosse.

Cette motion, transmise aux ministres écossais pour examen, pourrait s'appliquer à l'ensemble des projets n'ayant pas encore obtenu de permis de construire — sa portée exacte restant à leur discrétion. Elle n'a, à ce stade, pas valeur de politique gouvernementale.

Le vote fait suite à une [enquête du Guardian](#) révélant que le développeur (la société américaine CoreWeave, associée à l'écossaise DataVita) et le gouvernement britannique auraient présenté de façon trompeuse la faisabilité technique d'un complexe de *datacenters* de 8,2 Md£ dans le Lanarkshire. Le projet est présenté comme entièrement alimenté par des énergies renouvelables sur site et achevé d'ici 2030 mais des documents obtenus par voie de FOI (*Freedom of Information*) contrediraient ces déclarations. Ce site constitue l'une des « *AI growth zones* », pilier de la stratégie britannique de développement d'infrastructures IA dans les zones rurales. Une décision n'est pas attendue avant la rentrée parlementaire, selon toute vraisemblance.

Cybersécurité

Cyberattaques russes : Londres et Bruxelles durcissent la riposte

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont [annoncé](#) lundi 13 juillet de nouvelles sanctions contre des individus et entités liés aux services de renseignement russes, accusés d'avoir mené des opérations de cyber espionnage et de sabotage en Europe. Londres a visé 24 individus et entités liés aux services russes, tandis que Bruxelles a sanctionné 13 personnes et organisations, dont plusieurs officiers du GRU (renseignement militaire russe).

Fait notable, **Londres et Bruxelles ont pour la première fois désigné conjointement le FSB** (via son « Centre 16 ») comme responsable d'une tentative d'attaque contre le réseau électrique polonais, opération qui aurait pu priver 500 000 personnes d'électricité en plein hiver si elle avait abouti. La ministre britannique des Affaires étrangères Yvette Cooper (devenue depuis Secrétaire d'État à la Santé), a dénoncé des actions russes visant à « saper la sécurité européenne », tandis que la Haute Représentante de l'UE, Kaja Kallas, a accusé Moscou de recourir à des cybercriminels et à des entreprises privées pour mener ces opérations.

Ces annonces s'ajoutent à un **dispositif de sanctions déjà conséquent** : le Royaume-Uni a sanctionné environ 3 400 individus et entités liés à l'effort de guerre russe en Ukraine, l'UE environ 2 700, auxquels s'ajoute une centaine de désignations au titre des attaques hybrides contre l'Union européenne.

Plus de 60 entreprises et fournisseurs stratégiques du gouvernement s'engagent à renforcer leurs défenses face aux cybermenaces croissantes

Plus de 60 entreprises et fournisseurs stratégiques du gouvernement ont signé le [Cyber Resilience Pledge](#), lancé le 7 juillet à Downing Street, s'engageant à renforcer leurs défenses face à des cybermenaces jugées croissantes en échelle, en fréquence et en sophistication.

Parmi les [signataires](#) figurent des groupes de premier plan issus de secteurs variés : M&S, Nationwide, ITV, Microsoft UK, Cloudflare, Deloitte, Accenture UK, Vodafone Group et VodafoneThree, couvrant ainsi la distribution, la finance, les médias, la technologie et les télécommunications.

L'engagement repose sur **trois engagements concrets** :

- i. faire de la cybersécurité une responsabilité au niveau du conseil d'administration
- ii. s'inscrire au service [Early Warning](#) du *National Cyber Security Centre* (NCSC)
- iii. adopter une approche fondée sur le risque au sein des chaînes d'approvisionnement, en adéquation avec le standard de protection [Cyber Essentials](#)

L'initiative s'inscrit dans un contexte de menace jugée particulièrement pressante par le gouvernement : **plus de 5 millions de cyberattaques ont visé des entreprises britanniques l'an dernier** et le NCSC a traité **204 incidents d'importance nationale sur l'année**, contre 89 l'année précédente. Le coût moyen d'une cyberattaque significative pour une entreprise britannique atteint désormais **près de [195 000 £](#)**, pour un coût annuel total estimé à **14,7 Md£ pour l'économie**.

Spatial

Le gouvernement britannique annonce un financement de 62 M£ dans l'industrie spatiale

Entreprises, universités et chercheurs britanniques vont pouvoir accéder à plus de **[62 M£ de financements publics pour développer des technologies spatiales nationales](#)**. Annoncé lundi au *Farnborough International Airshow* par la ministre de l'Espace [Liz Lloyd](#) (maintenue dans le gouvernement Burnham), ce financement soutiendra de nouveaux systèmes de communication satellitaire ainsi que des projets d'innovation spatiale, dans l'objectif de renforcer la capacité du Royaume-Uni à surveiller et protéger ses actifs en orbite et de rendre le secteur spatial national plus résilient.

L'enveloppe se répartit entre 42 M£ pour le développement de technologies britanniques de communication par satellite, et 20 M£ pour des projets d'innovation spatiale au sein de l'industrie et des universités. « L'espace n'est pas seulement une frontière scientifique, c'est une frontière stratégique », a déclaré Liz Lloyd, soulignant le risque d'une dépendance excessive envers des technologies étrangères en l'absence de capacités nationales.

Le gouvernement a également partagé de [nouveaux chiffres](#) concernant le programme d'accélération de la *UK Space Agency*, qui accompagne les jeunes entreprises spatiales pour les aider à attirer des investissements, développer leurs technologies et gagner des clients. Le programme a ainsi **soutenu 289 fondateurs et contribué à lever plus de 102 M£ d'investissements à date**.

Nouvelles technologies

Quantinuum, Rolls-Royce, l'Université d'Édimbourg et Riverlane signent un accord pour explorer l'usage du quantique au service de l'industrie

Quantinuum, Rolls-Royce, Riverlane et l'EPCC (le centre national de supercalcul britannique, hébergé à l'Université d'Édimbourg) ont **[signé un accord](#)** pour explorer les capacités de

calcul quantique nécessaires aux futurs flux de travail industriels, à l'image de la conception de turbines à gaz.

Cette collaboration pluriannuelle vise à déterminer comment des ordinateurs quantiques tolérants aux fautes pourraient épauler les supercalculateurs pour modéliser la dynamique des fluides à l'intérieur des turbines à gaz.

Quantinuum fournit l'accès à ses systèmes quantiques, Rolls-Royce apporte les cas d'usage industriels, Riverlane son expertise en correction d'erreurs quantiques, et l'EPCC son savoir-faire en calcul hybride classique-quantique.

Les partenaires prévoient de tester des briques algorithmiques clés sur l'ordinateur quantique Helios de Quantinuum, avant d'évaluer leur passage à l'échelle sur de futurs systèmes. Le projet s'appuie sur des collaborations antérieures entre Rolls-Royce, Riverlane et l'EPCC, qui avaient posé les bases algorithmiques et de correction d'erreurs nécessaires à ce type d'application.

Ecosystème tech

La British Business Bank (BBB) accélère ses investissements directs, franchissant le seuil des 600 M£

La *British Business Bank* (BBB), banque de développement économique détenue par l'État britannique, a [investi plus de 600 M£ dans les scale-ups britanniques à forte croissance](#), portant son portefeuille d'investissements directs en fonds propres à plus de 50 entreprises.

Ce montant a **plus que doublé en neuf mois**, passant de 290 M£ en octobre 2025 à plus de 600 M£ aujourd'hui, la Banque ayant investi davantage lors des neuf derniers mois que sur les quatre années précédentes combinées. Depuis son premier investissement direct dans Quantexa en 2020, elle a constitué un portefeuille couvrant les sciences de la vie, la deep tech, l'IA et la fintech.

Le directeur des investissements de la BBB, Leandros Kalisperas, a présenté cette accélération comme « un signal clair » adressé au capital institutionnel britannique pour qu'il rejoigne l'effort de soutien aux scale-ups nationales.

Le plan stratégique quinquennal de la Banque prévoit de déployer environ 2 Md£ par an dans l'écosystème du capital-risque britannique, dont environ 20 % (400 M£) via l'investissement direct en fonds propres — avec des tickets initiaux typiquement compris entre 10 et 40 M£, pouvant atteindre 75 M£ cumulés sur la durée.

Humanoid lève 114 M£ et devient la première licorne européenne de robotique humanoïde

La startup britannique Humanoid, spécialisée dans les robots humanoïdes industriels, a clôturé, le 21 juillet, [une levée en Série A de 152 M\\$ \(114M£\)](#). Avec une valorisation « *post-money* » de 1,35 Md\$ (1Md£), elle devient **la première licorne européenne spécialisée uniquement sur la robotique humanoïde**.

Humanoid revendique **le plus important tour de Série A jamais réalisé pour une entreprise européenne de robotique humanoïde**, consolidant la position du Royaume-Uni comme *hub*

d'innovation dans ce secteur stratégique. L'entreprise, dirigée par Artem Sokolov, affirme avoir déjà sécurisé environ 1,8 Md£ de précommandes pour ses robots, malgré l'absence de livraisons commerciales à ce stade.

Revolut devient la première fintech à obtenir une licence bancaire en Australie

La fintech britannique Revolut [a reçu](#), le 21 juillet, une licence bancaire complète (ADI – *Authorised Deposit-taking Institution*) de l'autorité australienne de régulation prudentielle (APRA). Cette autorisation, la première obtenue par une fintech mondiale en Australie, permet à Revolut d'opérer officiellement sous le nom de *Revolut Bank Australia* et de proposer l'ensemble des services bancaires traditionnels, dont les comptes d'épargne rémunérés et les cartes de crédit.

L'Australie devient le premier pays de la région Asie-Pacifique où Revolut dispose d'une licence bancaire, après le Royaume-Uni, l'Espace économique européen et le Mexique. Cette étape s'inscrit dans la stratégie d'expansion mondiale de la néobanque, valorisée à 75Md\$, qui vise à concurrencer directement les « Big Four » bancaires australiens (Commonwealth Bank, Westpac, ANZ et NAB).

En parallèle, Revolut s'est engagé à investir 400 millions de dollars australiens (280 M\$ US) sur cinq ans dans le pays, pour développer ses produits, sa croissance et l'emploi local.

Le Cabinet Office et Airbnb s'associent pour lutter contre la fraude au logement social

Le *Cabinet Office* et la plateforme américaine Airbnb ont signé le 8 juillet un [accord](#) de partage de données destiné à identifier les locataires de logements sociaux qui les sous-louent illégalement via la plateforme.

Il s'agit du premier accord de ce type conclu entre le gouvernement et une plateforme de location de courte durée, permettant aux collectivités locales de **croiser les registres de logements sociaux avec les annonces publiées sur Airbnb afin d'identifier les biens exploités frauduleusement** et de les restituer aux familles en réel besoin. L'accord est piloté par la *Public Sector Fraud Authority*, rattachée au *Cabinet Office*.

Les premiers résultats font état de 470 cas potentiels de fraude identifiés parmi les collectivités locales participantes, dont Kensington and *Chelsea Council* et *Westminster Council*.

Annoncé quelques jours avant la prise de fonction d'Andy Burnham, cet accord résonne avec les premières annonces de ce dernier et s'inscrit dans la continuité de ses priorités affichées en matière de logement social.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jeanne de Kesling (Attachée numérique), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr